

## Alain Lambert (UMP) : «Le Président ne peut changer le destin financier de la planète»

**Le sénateur l'Orne a beau appartenir à la majorité, il n'idolâtre pas vraiment la politique économique et budgétaire du gouvernement. Et le discours de Nicolas Sarkozy à Toulon n'a pas réussi à le faire chavirer.**



**(cc – wikipedia)**

Le sénateur de l'Orne, [Alain Lambert](#), se présente comme «*le plus sarkozyste*» des candidats à la présidence du Sénat. C'est surtout un homme aux convictions libérales trop affirmées pour être toujours tendre avec la politique économique et budgétaire du gouvernement. En juillet dernier, il avait publié sur son blog [une vidéo](#) dans laquelle Gilles Carrez, le rapporteur général de la commission des finances, accusait Christine Lagarde et Eric Woerth de brader le budget de l'Etat en cédant à tous les lobbies. Et l'on ne peut pas dire que le discours du chef de l'Etat à Toulon l'ait emballé. La seule chose qui semble finalement trouver grâce à ses yeux: le fait qu'aucun impôt et qu'aucune nouvelle taxe n'aient été annoncés!

**Marianne2.fr : La première partie du discours de Nicolas Sarkozy rappelait Jean-Paul II disant aux Français «N'ayez pas peur». Est-ce que vous-même vous avez trouvé ses mots rassurants?**

*Il a parlé aux petits épargnants, aux petites retraites, qui peuvent être impressionnés par la situation actuelle. Ça fait partie du rôle du président que de se porter en dernier garant des citoyens. Moi, je suis quelqu'un de beaucoup trop averti pour croire que le président peut changer le destin financier de la planète.*

**N'est-il pas démagogique d'expliquer ne pas vouloir accepter «qu'un seul déposant perde un seul euro parce qu'un établissement financier se révélerait dans l'incapacité de faire face à ses engagements»?**

*C'est un peu éloigné du droit qui régit la matière! Parce que si l'Etat garantit l'épargne des gens, au final, qui va payer? Ce sont les contribuables...*

**En revanche, il a dû vous faire plaisir, en confirmant la suppression de 30 600 postes de fonctionnaires et le lancement d'une « réforme des échelons territoriaux » pour l'an prochain?**

*La réduction des effectifs est une bonne chose. Pour ce qui est de la réforme des collectivités, j'ai moi-même fait une proposition dans le cadre de ma candidature à la présidence du Sénat pour que ce soit les parlementaires qui la conduisent : la charge de redessiner notre paysage doit nous revenir. Mais la formulation utilisée par Nicolas Sarkozy laisse entendre que c'est le gouvernement qui va conduire cette réforme. C'est ennuyeux...*

**Son insistance à vouloir financer le RSA en taxant le revenu financier et la défense du système du bonus-malus ont dû aussi vous agacer?**

*Le RSA, ce n'est vraiment pas pour me satisfaire. Sur cette question, Nicolas Sarkozy a décidé d'engager un bras de fer avec le Parlement. C'est un jeu très dangereux dans lequel il s'est lancé. Quant au bonus-malus, ce n'est pas un système convaincant puisqu'un impôt écologique est en soit un impôt biodégradable : une fois son but atteint, il disparaît !*

Vendredi 26 Septembre 2008 - 08:31

**Gérald Andrieu**

**Lu 1240 fois**

Source :

<http://www.marianne2.fr>

© Marianne2.fr, droits de reproduction réservés - Marianne - 32, rue René Boulanger - 75484 Paris cedex 10 - Tel : +33 (0)1 53 72 29 00 - Fax : +33 (0)1 53 72 29 72

Avec l'aimable autorisation de 